

ASSOCIATION JEAN COTXET
Reconnue d'Utilité Publique

Siège social : 7, boulevard de Magenta
75010 PARIS

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2023

ASSOCIATION JEAN COTXET

Reconnue d'Utilité Publique

Siège social : 7, boulevard de Magenta
75010 PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2023

Aux membres de l'Association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association « **JEAN COTXET** » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Fontenay-sous-Bois, le 20 juin 2024

Le Commissaire aux Comptes
LEO JEGARD & ASSOCIES
Représenté par,

Thibault DAVID
Associé

Signé numériquement par
CONNECTIVE NV - Connective
eSignatures pour le compte de
Thibault DAVID (+33622095643)
Date : 20/06/2024 12:14:32
Signé avec le mot de passe à
usage unique envoyé par SMS
: 371324



COMPTES ANNUELS



BILAN ACTIF AU 1/01/2023 AU 31/12/2023

ACTIF	Exercice 2023			Exercice 2022
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	240 549	187 716	62 833	67 426
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	836 671	389 962	446 709	322 762
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	2 194 577	-	2 194 577	2 194 577
Constructions	25 984 866	15 082 439	10 902 227	11 197 348
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 554 308	1 171 148	383 159	350 623
Immobilisations corporelles	23 008 579	13 237 587	9 770 992	10 173 742
Avances et acomptes	1 110 318	-	1 110 318	472 989
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées	42 138	-	42 138	42 138
Autres titres immobilisés	3 462 956	-	3 462 956	3 446 248
Prêts	1 753 998	-	1 753 998	1 753 998
Autres	680 906	-	680 906	640 090
Total I	60 869 667	30 078 864	30 790 813	30 661 941
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	-	-	-	78 630
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	4 717 775	146 330	4 571 445	4 084 626
Créances reçues par legs ou donations	-	-	-	-
Autres	1 428 584	-	1 428 584	1 264 301
Valeurs mobilières de placement	4 600 498		4 600 498	3 000 000
Instruments de trésorerie				-
Disponibilités	5 003 089	-	5 003 089	8 544 709
Charges constatées d'avance	809 083	-	809 083	626 702
Total II	16 359 029	146 330	16 212 699	17 688 988
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	77 228 696	30 225 184	47 003 512	48 250 909

BILAN PASSIF du 1/01/2023 au 31/12/2023

PASSIF	Exercice 2023	Exercice 2022
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	371 018	371 018
Fonds propres complémentaires	484 553	484 553
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	8 886 928	8 536 990
- dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	8 605 823	8 305 436
Autres	7 903 648	7 903 648
- dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	-	-
Report à nouveau	- 7 793 118	- 4 956 502
- dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	- 4 106 226	- 1 994 106
Excédent ou déficit de l'exercice	- 467 738	- 2 477 851
- dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	- 2 734 420	- 3 066 983
Situation nette (sous total)	9 385 290	9 861 856
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	1 625 602	1 777 094
Provisions réglementées	9 632 893	9 371 395
Total I	20 643 785	21 010 344
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	3 429 160	3 437 284
Total II	3 429 160	3 437 284
PROVISIONS		
Provisions pour risques	280 255	227 255
Provisions pour charges	3 367 817	3 431 949
Total III	3 648 072	3 659 204
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	6 300 885	6 885 701
Emprunts et dettes financières diverses	-	-
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	1 550 528	988 666
Dettes des legs ou donations	-	-
Dettes fiscales et sociales	10 172 428	10 632 089
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	51 872	57 924
Autres dettes	1 197 761	1 571 564
Instruments de trésorerie	-	-
Produits constatés d'avance	9 020	8 133
Total IV	19 282 494	20 144 077
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	47 003 512	48 250 909

COMPTE DE RESULTAT exercice du 1/01/2023 au 31/12/2023

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2023	Exercice 2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	1 690	1 930
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	214 134	199 456
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	72 841 942	67 358 120
<i>dont concours publics et subventions d'exploitation des activités sociales et médico-sociales</i>	72 841 942	67 358 120
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	132	876
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	268 563	293 547
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	2 261 187	2 077 428
Utilisations des fonds dédiés	158 918	255 211
Autres produits	- 78 630	77 551
Total I	75 667 935	70 264 120
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	15 392 012	14 324 510
Aides financières	-	362
Impôts, taxes et versements assimilés	5 671 117	5 385 168
Salaires et traitements	36 952 042	34 616 652
Charges sociales	14 815 637	13 933 157
Dotations aux amortissements	2 141 039	2 176 598
Dotations aux provisions	681 921	777 657
Reports en fonds dédiés	202 082	409 876
Autres charges	1 132 193	994 456
Total II	76 988 043	72 618 436
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	- 1 320 108	- 2 354 316
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	287 485	10 749
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	-	-
Autres intérêts et produits assimilés	-	-
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	-	-
Différences positives de change	-	-
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	499	-
Total III	287 984	10 749
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	-	-
Intérêts et charges assimilées	151 948	168 345
Différences négatives de change	-	-
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
Total IV	151 948	168 345
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	136 036	- 157 596
3. RESULTAT COURANT avant Impôts (I - II + III - IV)	- 1 184 072	- 2 511 912
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	936 355	11 478
Sur opérations en capital	191 372	180 747
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	11 279	11 279
Total V	1 139 007	203 505
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	- 10 224	14 993
Sur opérations en capital	47 235	4 631
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	368 796	147 240
Total VI	405 807	166 864
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	733 200	36 641
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	16 866	2 580
Total des produits (I + III + V)	77 094 926	70 478 374
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	77 562 664	72 956 225
EXCEDENT OU DEFICIT	- 467 738	- 2 477 851

**ASSOCIATION FONDATION FONDS DE DOTATION
JEAN COTXET**

7 boulevard de Magenta 75010 PARIS

ANNEXE

Table des matières

1	Préambule.....	2
2	Présentation de L'entité et de ses activités	2
2.1	Présentation de l'entité	2
2.2	Faits significatifs	3
3	Règles et méthodes comptables.....	3
3.1	Principes comptables.....	3
3.2	Evènements postérieurs à la clôture	4
3.3	Principales méthodes utilisées	5
3.3.1	Agrégation des comptes annuels	5
3.3.2	Immobilisations incorporelles et corporelles.....	6
3.3.3	Stocks.....	7
3.3.4	Créances et dettes.....	7
3.3.5	Provisions pour risques et charges.....	7
3.3.6	Subventions d'investissement	7
3.3.7	Provisions réglementées	7
3.3.8	Fonds dédiés	8
3.3.9	Indemnités de fin de carrière.....	8
3.3.10	Compte épargne temps.....	8
4	Informations relatives au bilan	9
4.1	Actif.....	9
4.1.1	Tableau des immobilisations	9
4.1.2	Tableau des amortissements	Erreur ! Signet non défini.
4.1.3	Tableau des dépréciations	11
4.1.4	Etat des créances	11
4.1.5	Détail des produits à recevoir	12
4.1.6	Détail des charges constatées d'avance.....	12
4.2	Passif	13
4.2.1	Variation des fonds propres.....	13
4.2.2	Report à nouveau	14

4.2.3	Détermination du résultat effectif global.....	14
4.2.4	Résultat effectif des établissements ou catégories d'établissements.....	15
4.2.5	Tableau de suivi des fonds dédiés par projets.....	16
4.2.6	Tableau des provisions pour risques et charges.....	17
4.2.7	Etat des dettes.....	18
5	Informations relatives au compte de résultat.....	19
5.1	Présentation du compte de résultat.....	19
5.2	Présentation des produits d'exploitation.....	20
5.3	Détail des financements publics.....	21
5.4	Charges et produits exceptionnels.....	21
6	Autres informations.....	22
6.1	Contributions volontaires en nature.....	22
6.2	Transactions effectuées avec des contreparties.....	22
6.3	Engagements hors bilan.....	22
6.3.1	Engagements financiers.....	22
6.3.2	Dettes garanties par des sûretés réelles.....	23
6.4	Effectif moyen.....	24
6.5	Honoraires du commissaire aux comptes.....	24
6.6	Information sur les rémunérations des dirigeants.....	24

1 PRÉAMBULE

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023, sont caractérisés par les données suivantes :

- Total du bilan 47 003 512 €
- Total du compte de résultat (charges) 77 562 664 €
- Résultat de l'exercice <467 738> €

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les informations présentées sont celles ayant une importance significative et qui sont nécessaires à l'obtention de l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'association.

2 PRÉSENTATION DE L'ENTITE ET DE SES ACTIVITÉS

2.1 Présentation de l'entité

Créée en 1959 par Pierre BRISSE, Président du Tribunal pour Enfants de la Seine, l'Association d'Action Educative de la Seine, qui deviendra **l'Association JEAN COTXET** en 1964, a été reconnue d'utilité publique par décret du 7 décembre 1971.

La cohérence de son développement et la permanence de son activité ont fait et continuent d'assurer la reconnaissance de l'association en matière de Protection de l'Enfance. Cet esprit d'innovation a

marqué l'histoire de notre association, de toujours chercher des réponses pour les situations complexes aux frontières de l'éducatif et du soin.

L'Association Jean Cotxet s'est développée dans une progression mesurée, afin de toujours maintenir une cohérence identitaire et une unité d'action. S'il y a une diversité de dispositifs d'accueil ou d'accompagnement, c'est pour offrir des modes de réponses au plus près de la demande dans l'intérêt des usagers. Les établissements et services ont chacun leur spécificité, mais tous partagent les mêmes valeurs et visent les mêmes objectifs généraux, en lien avec leur mission commune.

Tous les établissements se trouvent sur un même territoire géographique, sur Paris et la région parisienne. Cette proximité permet une circulation facilitée et des temps de rencontre avec la Direction Générale dans sa fonction de support et de contrôle.

L'association gère à ce jour 33 établissements et services :

- 2 services d'accueil familial, et un service d'urgence petite enfance
- 2 services d'AEMO judiciaire,
- 1 service d'AEMO intensive
- 13 foyers éducatifs,
- 2 services de placement à domicile
- 1 service d'accueil et d'hébergement provisoire : SAHP,
- 1 lieu rencontre et 1 service de visites en présence d'un tiers,
- 1 service de réparation pénale et 1 service d'investigation éducative,
- 1 service d'AED,
- 3 services d'accueil de jour éducatif : SAJE
- 1 service d'activités psychopédagogiques et éducatives de jour : SAPPEJ
- 1 service d'accueil séquentiel : SAS 92
- 1 Siège Social.

2.2 Faits significatifs

NEANT

3 RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

3.1 Principes comptables

Les comptes annuels de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au plan comptable général, règlement 2014-03 et suivants de l'Autorité des Normes Comptables en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- du règlement ANC n°2018-06 relatif aux personnes morales de droit privé à but non lucratif tenus d'établir des comptes annuels ;
- du règlement ANC n° 2019-04 relatif aux organismes gérants des établissements sociaux et médico-sociaux ;
- de la nomenclature des comptes prévue dans l'instruction M22 et publiée dans l'arrêté du 23 décembre 2019 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, dit M22bis ;

3.2 Evénements postérieurs à la clôture

NEANT

3.3 Principales méthodes utilisées

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

3.3.1 Agrégation des comptes annuels

L'entité gère des établissements dont la gestion est contrôlée ainsi que des activités propres dont la gestion est libre.

FOYERS

- FOYER JEAN-COTXET RUE DE L'OURCQ A PARIS
- INTERNAT PHARE JENNER A PARIS
- FOYER AMANDIERS-BELLEVILLE
- FOYER MAISON D'ENFANTS DU SACRE-CŒUR
- FOYER DE NEAUPHLE-LE-CHÂTEAU
- FOYER DE BIEVRES
- FOYER DE PALAISEAU
- FOYER DE GARCHES
- SAS 92
- LES ACCUEILS DE SEINE-SAINT-DENIS
- FOYER DE LA VARENNE-SAINT-HILAIRE / SAINT-MAUR-DES-FOSSES
- FOYER DE VILLIERS-SUR-MARNE
- FOYER DE THIAIS
- MECS FRATRIES
- MAISONS ET APPARTEMENTS EDUCATIFS DU VAL D'OISE

URGENCE

- SERVICE D'HEBERGEMENT ET D'ACCUEIL PROVISoire DE LA CROIX- NIVERT A PARIS

ACCUEIL FAMILIAL

- SERVICE D'ACCUEIL FAMILIAL DE PARIS
- SERVICE D'ACCUEIL FAMILIAL DE SEINE SAINT DENIS
- SERVICE D'ACCUEIL FAMILIAL URGENCE PETITE ENFANCE

MILIEU OUVERT

- SERVICE D'A.E.M.O. DE PARIS
- SERVICE D'A.E.D. DE PARIS
- SERVICE DU LIEU RENCONTRE DE PARIS
- SERVICE D'A.E.M.O. DE SAINT-DENIS
- SERVICE D'AEMO INTENSIVE

ACCUEIL DE JOUR

- SERVICE D'ACCUEIL DE JOUR EDUCATIF DE PARIS
- SERVICE D'ACCUEIL PSYCHO-PEDAGOGIQUE EDUCATIF DE JOUR
- SERVICE D'ACCUEIL DE JOUR EDUCATIF DE VILLENEUVE LA GARENNE

AUTRES SERVICES

- ADOPHE 93
- ADOPHE 94
- REPARATION PENALE A ST DENIS
- SERVICE D'INVESTIGATION EDUCATIVE
- SERVICE DE VISITES MEDIATISEES : LA PARENT'AISE
- SIEGE SOCIAL

- ACTIVITE EN PROPRE

Ces établissements tiennent une comptabilité séparée. Afin d'obtenir les comptes annuels de l'organisme gestionnaire, une sommation des différentes comptabilités a été effectuée.

Les opérations internes à l'entité sont éliminées. Il s'agit des créances et dettes réciproques figurant dans les comptes de liaison, des frais de services gérés en commun, correspondant aux frais de siège.

Les comptes de résultat des établissements ou services soumis aux autorités de contrôle, ont un caractère provisoire dans l'attente de leur arrêté définitif par les organismes compétents.

Le résultat comptable de l'entité résulte de la compensation entre les déficits de certains établissements ou services avec les excédents d'autres établissements ou services.

Compte tenu des modalités de financement de certains établissements ou services ainsi que de leur indépendance budgétaire et administrative, les résultats de ces établissements ne sont pas économiquement compensables.

Le tableau de la note 4.2.4 détaille les résultats par établissement.

3.3.2 Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire leur prix d'achat augmenté des frais accessoires et après déduction des escomptes de règlement, ou à leur coût de production.

Les frais d'acquisition (droit de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes) sont incorporés dans le coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés sur le coût d'acquisition ou de production, suivant le mode linéaire selon les durées suivantes :

Nature de l'immobilisation	Durée ¹
Frais d'établissement	5 ans
Frais de recherche et développement	5 ans
Logiciel	1 à 5 ans
Bâtiments	50 à 75 ans
Installations générales, agencements, aménagements	5 à 50 ans
Installations techniques, matériel et outillage	5 à 10 ans
Matériel de transport	5 ans
Matériel de bureau et informatique	3 à 10 ans

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur actuelle de l'actif est inférieure à la valeur nette comptable.

▪ Application de la méthode par composants

La méthode de comptabilisation par composant est appliquée depuis l'exercice 2007, en conséquence : les ensembles immobiliers possédés par l'entité ont été décomposés.

3.3.3 Stocks

Les stocks ont été valorisés sur la base du prix d'achat.

Comme sur l'exercice précédent, les en-cours de production de services dans les établissements financés à l'acte ont été comptabilisés.

Ces encours de production sont constitués de la masse de travail réalisé par le service sur chaque mesure depuis sa date de début jusqu'à la date de clôture des comptes.

Nous évaluons le nombre de mesures encours de production à la date de la clôture sur la base du recensement des mesures reçues et non encore terminées (rapport non émis à la clôture). Pour chaque mesure, nous quantifions son niveau de complétion à la date de la clôture en comparant le nombre de jours écoulés depuis sa date de début à sa durée prévisionnelle.

A compter de 2023, nous ne valorisons plus ces mesures encours de production à leur prix de revient tel qu'il a été défini dans le cadre de la procédure budgétaire.

- Réparation pénale : € (rappel au 31/12/22 : 78 630 €)

3.3.4 Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'une créance est inférieure à sa valeur comptable.

Nous avons déprécié à 100% les créances antérieures de 2020 et à 50% les créances de 2021. Les créances antérieures à 2020 ont été comptabilisées en perte sur créances irrécouvrables.

3.3.5 Provisions pour risques et charges

- | | |
|--------------------------------------|-------------|
| - Provisions pour litiges | 280 255 € |
| - Provisions pour départ en retraite | 3 367 590 € |
| - Autres provisions pour charges | 227 € |

3.3.6 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont destinées à financer l'acquisition ou la création d'immobilisations, ou à financer des activités long terme. Les subventions sont délivrées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public

Le montant des subventions d'investissements, lorsqu'il est inscrit au compte 13, est repris au compte de résultat sur la même durée et au même rythme que l'amortissement du bien amortissable qu'il finance. Dans le cas d'un bien non amortissable et en absence de clause d'inaliénabilité, la reprise est étalée sur dix (10) ans

3.3.7 Provisions réglementées

Le règlement 2019-04 admet les provisions réglementées définies dans le Code de l'action sociale et des familles suivantes :

- Provisions réglementées pour couverture du besoin en fonds de roulement des ESSMS
- Provisions réglementées afférentes aux plus-values nettes de cession d'actifs des ESSMS
- Provisions réglementées pour produits financiers des ESSMS

Ces provisions ont pour objet d'apporter aux établissements des financements complémentaires qui ne sont pas liés à l'exploitation.

3.3.8 Fonds dédiés

La partie des ressources dédiées par des tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard est comptabilisée au compte passif "Fonds dédiés" avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte "Reports en fonds dédiés".

Le montant de ces fonds dédiés s'élève à 3 429 160 € au 31/12/2023.

3.3.9 Indemnités de fin de carrière

Les indemnités de fin de carrière (IFC) sont comptabilisées en provision pour 3 367 590 €.

Ce montant est calculé selon la méthode du corridor à partir des hypothèses suivantes :

- Taux de revalorisation des salaires 2%,
- Âge de départ à la retraite 64 ans pour l'ensemble du personnel,
- Taux de rotation moyen 14% jusqu'à 55 ans, 0% au-delà,
- Taux de charges sociales 53 %,
- Taux d'actualisation 3.20%,
- Table de mortalité TH-TF 002.

En 2020, le montant de la provision correspondait à la totalité de l'engagement relatif aux indemnités de fin de carrière déterminé suivant la méthode des unités de crédit projetées. A compter de 2021, l'association a choisi d'appliquer la méthode du Corridor et de changer ses hypothèses d'évaluation. La méthode du corridor qui est appliquée consiste à n'amortir le montant cumulé des écarts actuariels que sur une base correspondant à l'excédent de ces écarts cumulés par rapport à 10 % de la dette du régime. L'amortissement de cet excédent est effectué linéairement sur la durée résiduelle moyenne d'activité des bénéficiaires du régime.

L'application de cette méthode fait ressortir les informations suivantes :

- Provision brute 2023 = 3 367 590 €,
- Ecart actuariel global calculé = 374 161 €,
- Corridor (=10 % de la provision calculée) = 445 345 €,
- Écart actuariel amortissable en 2023 = 640 511 €,
- Quote-part écart actuariel amorti sur 2023 = 114 197 €,
- Écart actuariel non comptabilisé = 526 314 €.

3.3.10 Compte épargne temps

Depuis 2013, il est intégré au bilan, la dette relative aux jours épargnés par le personnel sur un compte épargne temps, dans les dettes sociales et fiscales pour un montant total de 1 507 280 €.

Le montant déjà versé au 31 décembre 2023, au titre du compte épargne temps, auprès de l'organisme gestionnaire Malakoff Médéric soit 1 032 514 €, a été converti en valeurs mobilières de placement souscrites au nom de l'association, auprès du Crédit Coopératif. Nous avons comptabilisé ces valeurs mobilières de placement en immobilisations financières.

La dette représentant les jours épargnés au titre de l'année 2023 soit 474 766 €, sera convertie en valeurs mobilières de placement en 2024 (année du versement à Malakoff Médéric).

Le différentiel constaté entre les montants versés à Malakoff Médéric pour les placements jours (1 032 514 + 474 766 € = 1 507 280 €) et la revalorisation des compteurs faite, chaque année, par Malakoff Médéric au regard des derniers éléments reçus (1 357 442 €), qui s'élève à +149 838 €, n'est pas comptabilisé puisqu'il n'est pas versé par l'association à Médéric. Il est couvert par les produits de placement dégagés au moment des retraits (jours).

4 INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

4.1 Actif

4.1.1 Tableau des Immobilisations

IMMOBILISATIONS	Valeur brute début exercice	Acquisitions	Cessions	virement poste à poste	Valeur brute fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Frais établissement	240 549				240 549
Frais de recherche et de développement					-
Donations temporaires d'usufruit					-
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	-				-
Autres Immobilisations incorporelles	686 889	91 807	-	57 975	836 671
Avances et acomptes					-
TOTAL (I)	927 438	91 807	-	57 975	1 077 220
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains	2 194 577	-		-	2 194 577
Constructions	25 701 858	90 298	35 959	238 468	25 994 666
Installations techniques matériel et outillage	1 532 466	164 717	143 502	627	1 554 308
Autres Immobilisations corporelles	22 671 155	912 116	650 976	76 285	23 008 579
Immobilisations corporelles en cours					-
Avances et acomptes	472 989	1 010 685		- 373 355	1 110 318
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					-
TOTAL (II)	52 573 046	2 177 816	830 437	- 57 975	53 862 449
IMMOBILISATIONS FINANCIERES					
Participations et créances rattachées	42 138				42 138
Autres titres immobilisés	3 446 248	5 006 704	5 000 000	-	3 452 952
Prêts	1 753 998	-		-	1 753 998
Autres	640 090	41 942	1 126	-	680 906
TOTAL (III)	5 882 474	5 048 646	5 001 126	-	5 929 994
TOTAL (I+II+III)	59 382 958	7 318 269	5 831 563	-	60 869 663

4.1.1 Tableau des amortissements

AMORTISSEMENTS	Solde début exercice	Augmentation	Diminution	virement poste à poste	Solde fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Frais établissement	173 123	14 593		-	187 716
Frais de recherche et de développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	364 127	25 835		-	389 962
Autres immobilisations incorporelles en cours					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
TOTAL (I)	537 250	40 428			577 678
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains					
Constructions	14 504 511	623 887	35 959	-	15 092 439
Installations techniques matériel et outillage	1 181 842	129 888	140 583	-	1 171 148
Autres immobilisations corporelles	12 497 413	1 345 164	604 990	-	13 237 588
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
TOTAL (II)	28 183 766	2 098 940	781 532		29 501 175
TOTAL (I+II+III)	28 721 016	2 139 367	781 532		30 078 854
Dont dotations et reprises :					
- d'exploitation		2 139 367			
- financière					
- exceptionnelle					

4.1.2 Tableau des dépréciations

NATURE DES DEPRECIATIONS	Solde début exercice	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice	Solde en fin d'exercice
DEPRECIATIONS				
Sur immobilisations :				
- incorporelles				
<i>Dont Donations temporaires d'usufruit</i>				
- corporelles				
<i>Dont Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>				
- financières				
Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients	686 219	102 328	642 216	146 330
Sur créances reçues par legs ou donations				
Autres dépréciations				
TOTAL	686 219	102 328	642 216	146 330
Dont dotations et reprises :				
- d'exploitation		102 328	642 216	
- financière				
- exceptionnelle				

4.1.3 Etat des créances

CREANCES	MONTANT BRUT	DEGRE DE LIQUIDITE	
		DE L'ACTIF	
		Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an
Prêts (1)	1 753 998		1 753 998
Autres immobilisations financières	4 175 997		4 175 997
Organismes payeurs	4 717 775	4 717 775	
Usagers et comptes rattachés			
Créances reçues par legs ou donations			
Autres créances	1 428 584	1 428 584	
Charges constatées d'avance	609 083	609 083	
TOTAL	12 685 436	6 755 442	5 929 994
(1) Montant :			
- Prêts accordés en cours d'exercice			
- Remboursements obtenus en cours d'exercice			

4.1.4 Détail des produits à recevoir

Détail des produits à recevoir	Montants
Cautions données	19 991
Autres produits de gestion courante	1 074 209
Subventions à recevoir	8 575
Salaire à recevoir	56 426
Charges sociales à recevoir	90 953
charges parafiscales à recevoir	4 325
TOTAL	1 254 479

4.1.5 Détail des charges constatées d'avance

Détail des charges	Montants
achats	13 293
Services extérieurs	552 972
Autres services extérieurs	18 396
Autres charges de gestion courante	3 861
stocks	20 560
TOTAL	609 083

4.2 Passif

4.2.1 Variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	Solde à l'ouverture de l'exercice	Virements compte à compte	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	Solde à la clôture
	Montant		Montant	Montant	Montant	Montant
FONDS PROPRES						
Fonds propres/fonds associatifs sans droit de reprise						
Statutaires	371 018					371 018
Complémentaires	484 553					484 553
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables						
Fonds propres/ fonds associatifs avec droit de reprise						
Statutaires						
Complémentaires						
Ecarts de réévaluation						
Réserves						
Réserves statutaires ou contractuelles						
Réserves pour projet de l'entité	8 536 990			441 493	91 556	8 886 927
<i>Dont activités SMS sous gestion contrôlée</i>	<i>8 305 436</i>			<i>391 943</i>	<i>91 556</i>	<i>8 605 823</i>
Autres	7 903 648					7 903 648
<i>Dont activités SMS sous gestion contrôlée</i>						
Report à nouveau	-4 956 502		-2 477 851	6 842 592	7 201 357	-7 793 119
<i>Dont activités SMS sous gestion contrôlée</i>	<i>-1 994 106</i>		<i>-3 066 983</i>	<i>6 928 421</i>	<i>5 973 558</i>	<i>-4 106 226</i>
Excédent ou déficit de l'exercice	-2 477 851		2 477 851		467 738	-467 738
<i>Dont activités SMS sous gestion contrôlée</i>	<i>-3 066 983</i>		<i>3 066 983</i>		<i>2 734 420</i>	<i>-2 734 420</i>
Autres fonds propres/fonds associatifs						
Avances conditionnées						
Autres : à préciser						
Fonds associatifs avec droit de reprise						
Apports						
Legs et donations						
RAN des activités SMS sous gestion contrôlée						
SITUATION NETTE (I)	9 881 858			7 284 085	7 760 652	9 385 289
Fonds propres consommables						
Subventions d'investissement	1 777 094				151 492	1 625 602
Provisions réglementées	9 371 395			5 854 718	5 593 219	9 632 893
TOTAL (II)	11 148 489			5 854 718	5 744 711	11 258 496
TOTAL (I+II)	21 010 344			13 138 803	13 505 363	20 643 785

4.2.2 Report à nouveau

NATURE DU REPORT A NOUVEAU	Solde début d'exercice	Augmentation	Diminution	Solde fin d'exercice
Report à nouveau sans droit de reprise				
Report à nouveau gestion libre	1 239 124	375 902	904 471	710 554
Dépenses refusées	-4 201 520	144 845	340 772	-4 397 447
Report à nouveau sous contrôle de tiers				
report à nouveau	1 404 856	5 563 971	7 752 963	-784 137
<i>Charges rejetées</i>				
Charges dont la prise en compte est différée	-3 398 962	2 158 465	2 081 593	-3 322 089
TOTAL	-4 956 502	8 243 182	11 079 799	-7 793 119

4.2.3 Détermination du résultat effectif global

RESULTAT EFFECTIF GLOBAL	Exercice N	Exercice N-1
RESULTAT COMPTABLE	-467 738	-2 477 851
Reprise du résultat antérieur	591 407	24 579
EXCEDENT OU DEFICIT EFFECTIF GLOBAL	123 669	-2 453 273
Dont résultat effectif sous gestion propre	2 266 681	589 132
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	-2 143 013	-3 042 404

4.2.4 Résultat effectif des établissements ou catégories d'établissements

SERVICES ET ETABLISSEMENTS	EXERCICE 2023			Reprise de résultats antérieurs	Reprise sur réserve ou mesure d'exploitation	RESULTAT de GESTION 2023	Charges non opposables	RESULTAT sous contrôle de l'autorité de tarification
	PRODUITS	CHARGES	RESULTAT COMPTABLE					
FOYERS	39 831 678,41	41 093 702,14	-1462 023,73	173 946,93	78 553,59	-1209 523,21	334 739,00	-874 784,21
Etablissement de l'Ouroq Foyer	943 371,94	890 814,22	52 557,72	5 025,65		57 583,37	650,00	58 233,37
Etablissement de l'Ouroq Appartements	364 147,88	363 733,17	414,71	24 540,51		24 955,22	18 924,00	43 879,22
Etablissement Jenner Internat	2 888 327,93	3 002 204,79	-113 876,86		32 337,00	-81539,86	15 583,00	-65 956,86
Etablissement Jenner PHARE	1 148 991,21	1 039 102,98	109 888,23	-68 361,72		41 526,51	7 704,00	49 230,51
Etablissement Amandiers - Belleville Foyer	1239 518,22	1437 631,29	-198 113,07	11116,34		-86 996,73	5 147,00	-81 849,73
Etablissement Amandiers - Belleville Suite Educative	1468 408,51	1539 293,41	-70 884,90	77 389,97	9 370,12	15 875,19	14 532,00	30 407,19
Maison du Sacré-Cœur Maison d'Enfants	5 918 713,14	5 886 324,92	32 388,22	-37 430,14		-5 041,92	24 564,00	19 522,08
Maison du Sacré-Cœur Cortot	973 204,27	921 162,86	52 041,41	-32 845,30		19 196,11	-113 15,00	7 881,11
Foyer éducatif de Neauphle-Le-Château	2 552 913,35	2 771 349,41	-218 436,06		36 846,47	-181589,59	31014,00	-150 575,59
Foyer Odette Benedetti - Bièvres	1746 294,80	1937 614,50	-191319,70	57 108,53		-134 213,17	43,00	-134 170,17
Appartements de Palaiseau	5 19 498,40	485 538,47	33 959,93	-6 254,59		27 705,34	4 498,00	32 201,34
Foyer éducatif de Palaiseau	979 387,83	1057 166,91	-77 779,08	15 955,65		-61823,43	1727,00	-60 096,43
Foyer de Garches	1486 501,75	1412 916,52	73 585,23	7 272,00		80 857,23	7 925,00	88 782,23
SAS mineurs	6 580,47	108 174,60	-101594,13			-101594,13	5 977,00	-95 617,13
SAS majeurs	157 567,76	234 457,56	-76 889,80			-76 889,80	3 821,00	-73 068,80
Accueils de Saine-Saint-Denis	2 304 399,33	2 548 818,70	-244 419,37	233 301,68		-11117,69	31 197,00	20 079,31
Foyer La Varenne/ St - Maur	3 323 757,16	3 529 216,56	-205 459,40	-21316,76		-226 776,16	20 932,00	-205 844,16
Villa Préaut - Villiers sur Marne	2 519 401,24	2 831 881,00	-312 479,76	60 739,11		-251740,65	31 582,00	-220 158,65
Etablissement de Thiais	2 794 163,71	2 916 732,47	-122 568,76	6 297,00		-116 271,76	40 160,00	-76 111,76
M ECS fratries	1685 627,35	1730 114,53	-44 487,18	-9 263,00		-53 750,18	-6 212,00	-59 962,18
Maisons et Appartements Educatifs du Val d'Oise	4 610 902,16	4 449 453,27	161 448,89	-249 326,00		-87 877,11	86 288,00	-1589,11
URGENCE	14 14 675,69	13 217 362,23	92 939,46	-51 334,44		41 605,02	-9 841,00	31 764,02
S.A.H.P. la Croix Nivert	14 14 675,69	13 217 362,23	92 939,46	-51 334,44		41 605,02	-9 841,00	31 764,02
ACCUEIL FAMILIAL	213 115 49,19	22 423 010,08	-1111 460,89	-164 515,99		-1 275 976,88	72 259,00	-1 203 717,88
SAF 75	13 274 172,52	13 742 621,43	-468 448,91	-108 947,81		-577 396,72	82 665,00	-494 731,72
SAF 93	6 684 885,38	7 181 793,12	-496 907,74	-62 398,37		-559 306,11	-23 568,00	-582 874,11
SAF 93 URGENCE PETITE ENFANCE	1352 491,29	1498 595,53	-146 104,24	6 830,19		-139 274,05	13 162,00	-126 112,05
MILIEU OUVERT	4 724 640,82	4 780 438,05	-55 797,23	180 724,57	64 096,71	208 023,05	-23 150,00	185 873,05
SAEM O 75	1229 574,35	1200 229,93	29 344,42	72 043,84		101388,26	12 980,00	114 368,26
AED 75	1155 173,82	1181 232,13	-26 058,31	28 700,45		2 642,14	-2 490,00	152,14
La Parent'aise Visites Médialisées	647 211,48	607 687,85	39 523,63		4 122,50	43 666,13	-15 484,00	28 182,13
AEM O 93	917 482,87	1098 948,53	-181 465,66		59 974,21	-121 491,45	-15 411,00	-136 902,45
AEM O Intensive	775 198,30	872 360,61	-102 837,69	79 980,28		182 817,97	-2 745,00	180 072,97
ACCUEIL DE JOUR	3 348 999,87	3 191 016,86	157 982,71	-47 657,04		110 325,67	-3 164,00	107 161,67
SAJE13-14	875 877,13	884 502,53	-8 625,40	14 301,62		5 676,22	-4 533,00	1143,22
SAJE11-12	1069 956,38	939 239,66	130 716,72	-30 717,48		99 999,24	-5 728,00	94 271,24
SAPPEJ	1022 444,24	989 219,56	33 224,68	-42 618,18		-9 393,50	2 886,00	-6 497,50
SAJE 92	380 721,92	378 055,21	2 666,71	11377,00		14 043,71	4 201,00	18 244,71
AUTRES SERVICES	3 544 510,75	3 839 562,11	-295 051,36	357 592,64		62 541,28	30 280,00	92 821,28
ADOP H6 93	796 279,85	1090 934,59	-294 654,74	306 285,89		11631,15	-4 595,00	7 036,15
ADOP H6 94	1316 252,82	1240 339,16	75 913,66	-63 778,00		12 135,66	28 699,00	40 834,66
Réparation pénale	372 717,41	386 373,65	-13 656,24	10 000,00		-3 656,24	2 124,00	-1532,24
SIE	1059 260,87	1121 914,71	-62 654,04	105 084,75		42 430,71	4 052,00	46 482,71
Charges réparties	2 796 719,21	2 877 726,84	-81 007,63			-81 007,63	18 656,00	-64 351,63
SIEGE SOCIAL	2 796 719,21	2 877 726,84	-81 007,63			-81 007,63	18 656,00	-64 351,63
RESULTAT DES ACTIVITES SOUMISES A APPROBATION	76 772 773,74	79 507 193,41	-2 734 419,67	448 756,87	142 650,30	-2 143 012,70	417 779,00	-1725 233,70
MAP	42 933,95	45 285,69	-2 351,74			-2 351,74		-2 351,74
Lieu Rencontre Lançry,	20 038,55	13 500,78	6 537,79			6 537,79		6 537,79
Lieu Rencontre Clotry	278 970,88	251 742,62	27 228,26			27 228,26		27 228,26
ACTIVITE EN PROPRE	14 115,93	528,60	13 587,33			13 587,33		13 587,33
RESULTAT DES ACTIVITES EN GESTION LIBRE	356 059,31	311 037,87	45 021,64			45 021,64		45 021,64
RESULTAT DE L'ACTIVITE RETRAITEMENTS	2 319 747,66	98 087,86	2 221 659,80			2 221 659,80		2 221 659,80
RESULTAT DE L'ENSEMBLE DES ACTIVITES	79 448 580,71	79 916 316,94	-467 736,23	448 756,87	142 650,30	123 668,74	417 779,00	541 447,74

4.2.5 Tableau de suivi des fonds dédiés par projets

Variation des fonds dédiés issus de :	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transfers	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont rembour se ments		Montant global	Projets sans dépense au cours des deux derniers exercice s
Subventions d'exploitation							
Projet 1							
Projet 2							
Contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS							
Projet 1	416 391	146 689	107 320			455 759	
ex prov renouvellement Immo	2 633 918	-66 702	2 679			2 564 536	
Contributions financières d'autres organismes							
Projet 1	362 319	53 713	31 823			384 209	
ex subvention MSC chaudière	24 656					24 656	
Ressources liées à la générosité du public							
dons manuels (à préciser)						0	
dons affectés "Pondichery"						0	
legs et donations						0	
Total	3 437 284	133 699	141 822	0,00	0	3 429 160	0

4.2.6 Tableau des provisions pour risques et charges

NATURE DES PROVISIONS	Solde début exercice	Dotation exercice	Reprise exercice	Solde en fin exercice
Provisions pour risques	227 255	60 000	7 000	280 255
Provisions pour charges sur legs ou donations				
Provisions pour pensions et obligations similaires	3 431 949	519 593	583 952	3 367 590
Provisions pour restructurations				
Provisions pour impôts				
Provisions pour charges à répartir				
Autres provisions pour charges		227		227
TOTAL	3 659 204	579 820	590 952	3 648 072
Dont dotations et reprises :				
- d'exploitation		579 820	590 952	
- financière				
- exceptionnelle				
Ecart : dotations et reprise sur legs ou donations en compensation des produits				

4.2.7 Etat des dettes

DETTES	MONTANT BRUT	DEGRE D'EXIGIBILITE		
		1 an au plus	à plus d'un an moins 5 ans	à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	6 300 885	583 621	2 010 279	3 706 985
Emprunts et dettes financières divers (1)				
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
Fournisseurs et comptes rattachés	1 550 528	1 550 528		
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	10 172 428	10 172 428		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	51 872	51 872		
Autres dettes	1 197 761	1 197 761		
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance	9 020	9 020		
TOTAL	19 282 494	13 565 231	2 010 279	3 706 985
(1) Montants : Emprunts souscrits en cours d'exercice Emprunts remboursés en cours d'exercice	583 054			

Détail des charges à payer	Montants
Fournisseurs factures non parvenues	272 422
Personnel	1 750 027
Organismes sociaux	89 947
Taxes dues sur les rémunérations	34 894
Dettes concernant les congés payés	5 127 496
Autres charges à payer	717 422
TOTAL	7 992 208

5 INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT

5.1 *Présentation du compte de résultat*

	2023	2022
Produits d'exploitation	75 509 017	70 008 909
Utilisation des fonds dédiés	158 918	255 211
Total des produits d'exploitation	75 667 935	70 264 120
Charges d'exploitation	76 785 961	72 208 559
Report en fonds dédiés	202 082	409 876
Total des charges d'exploitation	76 988 043	72 618 436
Résultat d'exploitation	-1 320 108	-2 354 316
Résultat financier	136 036	-157 596
Résultat exceptionnel	733 200	36 641
Impôt sur les bénéfices	16 866	2 580
Excédent ou déficit	-467 738	-2 477 851

5.2 Présentation des produits d'exploitation

Produits d'exploitation	2023	2022	Reclassement	2022
Cotisations	1 690	1 930		1 930
Ventes de biens et services / ventes de marchandises				
Ventes de biens				
<i>dont ventes de dons en nature</i>				
<i>dont ventes de biens relatives aux activités SMS</i>				
Ventes de prestations de services	214 134	199 456		199 456
<i>dont parrainages</i>				
<i>dont ventes de prestations de services relatives aux activités SMS</i>				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	72 841 942	67 358 120		67 358 120
<i>dont Contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités SMS</i>				
Ressources liées à la générosité du public	132	876		876
recettes des opérations de collecte de fonds				
parrainages reçus villages, enfants et cadeaux				
<i>dont dons manuels</i>	132	876		876
<i>dont Mécénats</i>				
<i>dont Legs, donations et assurances vie</i>				
Contributions financières	268 563	293 547		293 547
Reprises des amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	2 261 187	2 077 428		2 077 428
Utilisations des fonds dédiés	158 918	255 211		255 211
Autres produits	-78 630	77 551		77 551
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	75 667 935	70 264 120		70 264 120

5.3 Détail des financements publics

Financements publics	Union Européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres OETH	Total
Concours publics						0
		1 545 570	70 963 990			72 509 560
Subventions d'exploitation		93 000	199 596	34 137	5 650	332 383
						0
Subventions d'investissements						0
						0
TOTAL	0	1 638 570	71 163 586	34 137	5 650	72 841 942

5.4 Charges et produits exceptionnels

Détail des charges	Montants
autres charges exceptionnelles	-10 224
valeur nette comptable des immobilisations cédées	47 235
dotations aux amortissements et provisions	368 796
TOTAL	405 807

Détail des produits	Montants
autres produits exceptionnels	936 355
Prix de cession des immobilisations	39 880
Quote -part de subvention	151 492
Reprises sur provisions et transferts de charges	11 279
TOTAL	1 139 007

RESULTAT EXCEPTIONNEL	733 200
------------------------------	----------------

6 AUTRES INFORMATIONS

6.1 Contributions volontaires en nature

La valorisation et la comptabilisation des contributions volontaires en nature et notamment du bénévolat n'a pas été retenue par l'association. Leur caractère non-significatif au regard de l'importance des ressources de l'entité a été confirmé, les seules contributions en nature étant le temps passé par les administrateurs pour la direction de l'entité, la mise à disposition à titre gratuit des locaux du SAHP rue de la Croix-Nivert et du SAJE Villeneuve.

6.2 Transactions effectuées avec des contreparties

L'entité a effectué avec des personnes physiques ou morales, dénommées contrepartie, les transactions courantes non conclues à des conditions normales :

NEANT

6.3 Engagements hors bilan

6.3.1 Engagements financiers

Engagements donnés	Montant
a) Intérêts restant à courir sur emprunt auprès des établissements de crédit	
part à moins d'un an	137 357,59
part à plus d'un an et moins de 5 ans	406 259,37
part à plus de cinq ans	501 396,37
b) engagement de crédit bail (redevances restant à payer)	
- crédit bail mobilier	néant
- crédit bail immobilier	néant
c) cautions données	néant
Engagements reçus	Montant
a) cautions reçues	néant
b) réservation de lits	néant

6.3.2 Dettes garanties par des suretés réelles

1. Emprunt CCCC de 274 408,23 € - année 1994 : hypothèque conventionnelle de 1er rang à hauteur de 274 408,23 € sur les terrains sis à Le Perreux-sur-Marne (94170) - 158/162, rue de Metz.
2. Emprunt CCCC de 945 183,91 € - année 1996 : subrogation du privilège de prêteur de deniers à hauteur de 787 399,17 € sur l'immeuble situé à Paris (75013) - 39, rue Jenner.
3. Emprunt CEP de 945 183,91 € - année 1996 :
 - Inscription de privilège de prêteur de deniers pari passu à hauteur de 864 060,07 € sur l'immeuble situé à Paris (75013) - 39, rue Jenner.
 - Hypothèque conventionnelle de 1er rang pari passu à hauteur de 81 123,84 € sur l'immeuble situé à Paris (75013) - 39, rue Jenner.
4. Emprunt SOFIAP de 304 898,03 € - année 1996 : hypothèque conventionnelle de 1er rang à hauteur de 304 898,03 € sur le pavillon situé à Villiers-sur-Marne (94350) - 4, rue du général Leclerc.
5. Emprunt CDC de 358 255,19 € - année 1996 : hypothèque conventionnelle de 1er rang à hauteur de 358 255,19 € sur le pavillon situé à Franconville (95130) - 95, rue de la Station.
6. Emprunt CCCC de 274 408,23 € - année 1999 : subrogation du privilège de vendeur avec réserve de l'action résolutoire et inscription de privilège de prêteur de deniers en 1er rang ainsi qu'hypothèque conventionnelle complémentaire à hauteur de 221 051,07 € pour les privilèges en question - 53 357,16 € pour l'hypothèque conventionnelle sur l'immeuble situé à Paris (75020) - 57, boulevard Mortier.
7. Emprunt CCCC de 182 938,82 € - année 1999 : hypothèque conventionnelle de 2ème rang derrière la CDC à hauteur de 182 938,82 € sur le pavillon situé à Franconville (95130) - 12, rue des Grands Noyers.
8. Emprunt CDC de 323 191,92 € - année 1999 : hypothèque de 1er rang devant la CCCC à hauteur de 323 191,92 € sur le pavillon situé à Franconville (95130) - 12, rue des Grands Noyers.
9. Emprunt CDC de 317 093,96 € - année 2000 : hypothèque de 1er rang à hauteur de 317 093,96 € sur le pavillon situé à Ermont (95120) - 2, rue du Professeur Calmette.
10. Emprunt CCCC de 193 610,25 € - année 2000 : subrogation dans le privilège de vendeur avec réserve de l'action résolutoire et inscription de privilège de prêteur de deniers en 1er rang pari passu avec la CDC ainsi qu'hypothèque conventionnelle de 2ème rang sur le pavillon situé à Ermont (95120) - 2, rue du Professeur Calmette.
11. Emprunt CCCC de 60 979,61 € - année 2000 : hypothèque de 3ème rang sur le pavillon situé à Ermont (95120) - 2, rue du Professeur Calmette.
12. Emprunt CCCC de 60 979,61 € - année 2000 : hypothèque de 3ème rang sur le pavillon situé à Franconville (95130) - 12, rue des grands Noyers.
13. Emprunt CCCC de 800 000 € - année 2005 : hypothèque de 2ème rang sur le pavillon situé au Perreux (94170) - 158 à 162, rue de Metz.
14. Emprunt CCCC de 1 341 000 € - année 2006 : subrogation dans le privilège de vendeur avec réserve de l'action résolutoire et inscription de privilège de prêteur de deniers sans concurrence ainsi qu'hypothèque conventionnelle complémentaire sur le pavillon situé à La Courneuve (93120) - 8 avenue du Président Wilson.
15. Emprunt CCCC de 720 000 € - année 2007 : subrogation dans le privilège de vendeur avec réserve de l'action résolutoire et inscription de privilège de prêteur de deniers ainsi qu'hypothèque conventionnelle de premier rang sur le pavillon situé à La Courneuve (93120) - 22 rue de Berri.
16. Emprunt Caisse d'Epargne de 1763 492€ - année 2007 : hypothèque de 1er rang sur bail emphytéotique de Neauphle.
17. Emprunt BFCC de 440 000€ - année 2015 : hypothèque de 1er rang sur l'ensemble de l'immobilier sis à 2 Ter Rue de Coeuilly à Villiers
18. Emprunt BFCC 2 350 000€ Maison du Sacré-Cœur année 2016 : garantie CEGC 48 253,33€
19. Emprunt Caisse d'Epargne 2 350 000€ Maison du Sacré-Cœur année 2016 : garantie CEGC 48 253,33€
20. Emprunt Caisse d'Epargne ADOPHÉ 93 : 200 000€ année 2017 garantie CEGC 4 400€
21. Emprunt Caisse d'Epargne SAF 93 : 270 000€ année 2017 garantie CEGC 5 940€
22. Emprunt BFCC MJIE : 735 000€ - année 2021 garantie 6 468€

6.4 Effectif moyen

	ETP	
	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	122,62	
Non cadres	834,29	
TOTAL	956,91	-

6.5 Honoraires du commissaire aux comptes

Les honoraires du commissaire aux comptes portés au compte de résultat de l'exercice ont été de 64157 € (PCG art 833-14, L 820-3 du code de commerce), dont

- 64 157 € au titre de la mission légale de contrôle des comptes

6.6 Information sur les rémunérations des dirigeants

> Rémunération des 3 plus hauts cadres dirigeants salariés ou bénévoles

Conformément à l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 sur le volontariat associatif, aucune rémunération n'a été versée aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés : il s'agit du président, du secrétaire et du trésorier qui sont tous les trois bénévoles.

